

Discours du ministre des Affaires étrangères
Tobias Billström lors du débat sur la politique
étrangère au Parlement le 20 mars 2024

Déclaration de politique étrangère

du gouvernement suédois au sujet de
l'adhésion de la Suède à l'OTAN



Services du gouvernement de Suède
Ministère des affaires étrangères

Monsieur le Président / Madame la Présidente

Depuis le 7 mars, la Suède est membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN. La communauté de défense des démocraties occidentales.

C'est un événement historique pour notre pays, qui implique un changement profond et immédiat de la politique étrangère et de sécurité de la Suède. C'est pourquoi il est aujourd'hui essentiel pour le gouvernement de faire une déclaration de politique étrangère complémentaire devant le parlement.

Le 4 avril, cela fera 75 ans que l'OTAN fut créée à Washington DC. Depuis lors, l'alliance a constitué un socle indispensable pour la paix et la liberté dans notre partie du monde, faisant face aux forces autoritaires qui l'ont menacée.

C'est avec fierté que la Suède adhère maintenant à l'OTAN, comme trente-deuxième allié de cette communauté dont l'importance pour la sécurité internationale n'a jamais été aussi grande.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie constitue un point de rupture irréversible pour la sécurité de la Suède, de l'Europe et du monde.

L'adhésion de la Suède à l'OTAN est directement liée à cette guerre d'agression non provoquée, illégale et injustifiable.

L'objectif de la Russie avec cette guerre est de recréer un empire et renverser par la violence l'ordre sécuritaire européen. C'est donc également notre sécurité et notre liberté que l'Ukraine défend.

En décembre 2021, la Russie a formulé des demandes sous forme d'ultimatum exigeant de nouveaux accords sur la sécurité de l'Europe. Ceux-ci auraient également limité, sur des points cruciaux, l'autodétermination et la sécurité de la Suède.

La Russie a eu recours à la force militaire pour atteindre ses objectifs politiques. Déjà en Géorgie en 2008, en Ukraine depuis 2014, en Syrie depuis 2015 et a mené des guerres par procuration dans un certain nombre de pays sur différents continents par le biais du Groupe Wagner.

La Russie a à nouveau abaissé son seuil pour recourir à une utilisation même massive de la force militaire. Elle est prête à prendre de très grands risques – plus grands que jamais – et à accepter des pertes très importantes, notamment en vies humaines – que ce soit ses propres citoyens ou d'autres.

La Russie s'est progressivement retirée de tous les accords de contrôle et de limitation des armements. Ces derniers temps, elle a suspendu sa participation à l'accord New Start, a révoqué sa ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et s'est définitivement retirée du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Les menaces russes d'utilisation d'armes nucléaires sont totalement irresponsables.

L'agression extérieure va de pair avec un durcissement de la répression intérieure en Russie. L'espace limité laissé auparavant aux forces d'opposition, aux médias indépendants et à la société civile a pratiquement disparu. Le gouvernement russe porte la responsabilité de la mort du leader de l'opposition, Alexeï Navalny.

Les agissements de la Russie ont considérablement, et pour longtemps, aggravé la situation en matière de politique de sécurité en Europe et dans l'environnement immédiat de la Suède. La Russie a choisi la confrontation avec l'UE et l'OTAN. Il convient de faire face à cette confrontation.

La Suède doit mener, avec ses partenaires et alliés, une politique stratégique, cohérente et de long terme, pour contrer l'expansion russe et endiguer ses possibilités de nuire.

Un soutien fort, prévisible et durable à l'Ukraine est non seulement moralement juste, c'est également notre principale opportunité d'influencer les agissements russes. Il est clair que la Russie ne mettra pas fin à l'agression de son plein grès.

La réponse à la question de savoir jusqu'où la Russie peut aller, ne dépend pas seulement de Moscou. Elle dépend en grande partie de notre capacité, à nous qui partageons des valeurs démocratiques fondamentales, à rester fermes, forts et unis.

En ces temps de troubles et de dangers, l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN rend la situation dans notre partie de l'Europe plus lisible. Le seuil de déclenchement d'un conflit armé dans notre environnement immédiat s'en trouve réhaussé. Ce qui accroît la sécurité et la stabilité, pour nous comme pour nos alliés.

C'est pourquoi la Suède rejoint l'OTAN.

Notre demande d'adhésion a été présentée par un gouvernement et le processus est désormais achevé par un autre.

Nous exerçons ainsi – avec un large soutien au parlement suédois – un droit fondamental, un droit qui est la pierre angulaire de l'ordre de sécurité en Europe, à savoir le droit de chaque État de choisir librement sa propre voie en matière de politique de sécurité.

Le gouvernement souhaite également, ici, devant le parlement suédois, remercier tous les pays qui accueillent aujourd'hui la Suède comme membre à part entière de l'OTAN et qui nous

ont soutenus sur ce chemin. Nous nous réjouissons à l'avance d'une coopération approfondie avec l'ensemble des membres de l'Alliance.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

Peu de décisions politiques ont autant marqué l'histoire moderne et l'identité de la Suède que la politique de neutralité et de non-alignement établie par le roi Charles XIV Jean en 1812. Depuis lors, notre politique étrangère et de sécurité a ses racines dans ce choix.

L'histoire de la politique de neutralité n'est pas linéaire. La position de la Suède a souvent, mais pas toujours, été mise à l'épreuve en périodes de transition et de changement. Il y a eu des raisons de remettre en question la politique menée à plusieurs moments historiques.

Ainsi, après la première guerre mondiale, la Suède a choisi l'option de la sécurité collective au sein de la Société des Nations. Lorsque les menaces de guerre sont revenues, une défense commune de l'archipel d'Åland a été envisagée avec la Finlande. Et durant la guerre d'Hiver finlandaise, nous avons apporté un soutien militaire important à la Finlande.

Au début de la deuxième guerre mondiale, le gouvernement d'union nationale a fait des concessions à l'Allemagne. Et à la fin de la guerre, des troupes danoises et finlandaises ont été formées sur le sol suédois. Dans le premier cas, la Suède a considéré qu'elle était *obligée* de faire abstraction de son principe de neutralité alors que, dans le deuxième cas, elle a elle-même *choisi* de le faire.

Lorsque la guerre froide a resserré son emprise sur l'Europe, la possibilité de créer une entité de défense scandinave a été examinée, mais la Norvège et le Danemark ont choisi, sur la base de *leurs* situations géographiques et de *leurs* expériences, d'adhérer à l'OTAN. La Suède a quant à elle, sur la base de *sa* situation géographique et de *ses* expériences historiques, choisi un non-alignement en temps de paix visant la neutralité en temps de guerre. Les considérations vis-à-vis de la Finlande ont pesé lourd dans la balance, comme cela a également été le cas plus tard.

Dans le même temps, des pourparlers étaient secrètement menés pour s'assurer que la Suède bénéficie du soutien militaire des pays occidentaux, si la politique de neutralité devait échouer, ceci découlant des expériences de la Seconde Guerre mondiale.

L'effondrement de l'URSS a créé une situation entièrement nouvelle pour la Suède. Le développement de la politique étrangère et de sécurité de la Suède pour une nouvelle ère commençait.

Nous nous sommes engagés rapidement dans le renforcement de la sécurité et la souveraineté de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie. En 1994, la Suède a adhéré au Partenariat pour la paix de l'OTAN et elle est devenue membre de l'UE en 1995. La même année, des troupes suédoises se sont retrouvées pour la première fois sous le commandement de l'OTAN.

Depuis, nous n'avons cessé de continuellement approfondir nos différents champs de coopération en matière de politique de sécurité : avec l'OTAN, au sein de l'UE, avec nos pays voisins nordiques et baltes.

Lorsque l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont devenues membres de l'UE et de l'OTAN il y a 20 ans, leur sécurité et la nôtre en ont été renforcées, tout comme lorsque la Finlande est à son tour devenue membre de l'OTAN en avril de l'année dernière.

Progressivement, la coopération et la solidarité sont devenues des piliers de notre politique de sécurité.

L'adhésion de la Suède à l'OTAN est donc en quelque sorte l'aboutissement de longs adieux à notre politique de neutralité et de non-alignement.

La Suède a désormais rejoint la communauté de défense occidentale qui a été un élément essentiel également pour notre sécurité et notre liberté durant ces 75 dernières années. Nous sommes maintenant chez nous.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

Il existe en Suède un fort et large consensus politique sur les fondements de la politique de sécurité du pays en tant que membre de l'OTAN. C'est une force pour notre pays.

L'intérêt vital de sécurité nationale de la Suède est d'affirmer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de notre pays.

Nous sommes prêts, en dernier ressort par la force armée, à défendre notre pays, notre population, notre démocratie, notre liberté et nos valeurs communes.

En tant que membre solidaire de l'OTAN et de l'UE la Suède va continuer, avec d'autres, à construire et à renforcer la sécurité. La Suède compte mener une politique d'alliance solidaire, visant à renforcer la sécurité et la stabilité dans notre environnement immédiat, ainsi que dans toute la région euro-atlantique.

La Suède s'est engagée dans des garanties de défenses réciproques contraignantes conformément à l'article 5 du traité de l'Atlantique nord. L'engagement de défense collective au sein de l'OTAN constitue une partie centrale de la politique suédoise de sécurité et de défense.

En tant qu'alliée, la Suède va maintenir une forte capacité de défense nationale pour contribuer à la fois à la sécurité nationale et à la sécurité collective conformément à l'article 3 du traité de l'Atlantique nord.

La Suède a une responsabilité vis-à-vis des États membres de l'UE, et en tant que membre de l'UE elle bénéficie du principe de solidarité qui en découle.

Le traité de Lisbonne, y compris l'article 42.7 du Traité sur l'Union européenne et la clause de solidarité de l'article 222 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, stipulent que les États membres se sont engagés à une responsabilité solidaire pour la sécurité de l'Europe.

La politique de sécurité de la Suède présume une action internationale active, étendue et responsable. Nous devons, autant que possible, affronter les défis et les menaces sur notre sécurité en coopération avec d'autres pays et organisations. La politique étrangère et de sécurité de la Suède se base sur la cohésion au sein de l'UE et de l'OTAN, sur la coopération entre pays nordiques et dans la région de la mer Baltique ainsi qu'au sein des Nations Unies et de l'OSCE.

La coopération avec des alliés stratégiques tels que nos voisins nordiques et baltes, les États-Unis et le Royaume-Uni est d'une importance cruciale pour la sécurité de la Suède. Un lien transatlantique fort est indispensable pour la sécurité de l'Europe.

La Suède continuera à promouvoir les valeurs de base de notre politique étrangère et de sécurité. La Suède défendra, au sein de l'OTAN comme de l'UE, de l'ONU, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe, un ordre international basé sur la règle, l'ordre de sécurité européen, la démocratie, la liberté, les droits humains et l'égalité entre les sexes.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

L'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN constitue l'un des plus grands changements géopolitiques en Europe depuis la chute du mur de Berlin. Un changement qui renforce l'architecture de sécurité européenne.

Avec la Suède, l'OTAN est plus forte, l'évolution dans notre environnement immédiat devient plus prévisible et nos pays voisins gagnent en sécurité.

L'OTAN est une organisation intergouvernementale au sein de laquelle les décisions sont prises à l'unanimité. L'OTAN est le principal forum pour les consultations transatlantiques en matière de politique de sécurité. La sécurité de la Suède est renforcée par le fait que nous avons désormais un siège et une voix dans ce forum où se prennent des décisions relatives à la sécurité de l'Europe. C'est une nouvelle opportunité pour la diplomatie suédoise.

La Suède œuvrera pour garantir le respect du droit international et des principes de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris.

Le point de départ décisif de la politique de sécurité du gouvernement est l'évaluation selon laquelle la Russie continuera de représenter, et ce dans un avenir prévisible, une menace sérieuse pour la sécurité de la Suède et de l'Europe.

C'est pourquoi la Suède œuvrera, de manière cohérente, pour une politique lucide, réaliste et de long terme envers la Russie qui vise à limiter les possibilités d'agression, de déstabilisation et d'expansion de cette dernière. Vis-à-vis de la Russie, notre sécurité doit être défendue avec une position de force – politiquement, économiquement et militairement.

Notre contribution à l'activité de dissuasion et de défense de l'OTAN est un élément majeur pour réduire les possibilités d'action de la Russie et constitue un apport significatif pour l'Alliance dans son ensemble.

La situation géographique de la Suède et notre capacité à soutenir nos alliés sont essentielles pour que l'OTAN puisse opérer dans notre partie de l'Europe. La Suède assumera cette responsabilité. Nous sommes prêts à utiliser tout notre potentiel pour faciliter la défense collective de nos voisins.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

L'OTAN est une alliance défensive et la politique d'alliance solidaire de la Suède est stabilisatrice.

Nous nous engagerons dans toutes les tâches fondamentales de l'OTAN : la dissuasion et la défense collective, la prévention et la gestion des crises, et la sécurité coopérative.

Protéger la cohésion de l'OTAN, c'est protéger la force de l'Alliance. Ceci est un intérêt fondamental suédois en tant que membre.

La Suède contribuera à la sécurité de l'OTAN dans son ensemble, conformément à l'approche à 360 degrés de l'Alliance, et agira de manière déterminée et solidaire dans la lutte contre le terrorisme.

La Suède est pour une répartition équitable des charges au sein de l'OTAN. Les dépenses de défense de la Suède dépassent 2 % du PIB cette année, ce qui doit être considéré comme un plancher. En tant qu'Européens nous devons assumer une plus grande responsabilité dans les relations transatlantiques et ainsi renforcer l'Europe au sein de l'OTAN.

Nous contribuerons activement à la préparation aux incidents de l'OTAN et à sa défense avancée, notamment dans notre environnement immédiat.

Les conditions pour permettre aux conscrits de servir dans le cadre de l'OTAN sont examinées par les Services du gouvernement et la question sera également traitée par la Commission de la défense. Le gouvernement a pour ambition d'arriver à un large consensus politique sur cette question.

L'excellence technologique est le fondement de notre sécurité. L'innovation et le savoir-faire technique suédois contribueront à renforcer l'OTAN. Notre industrie de défense est un atout important.

La Suède soutient la dissuasion stratégique de l'OTAN et continuera à plaider d'une voix forte en faveur du contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération.

Les efforts de la Suède pour réduire le risque d'utilisation d'armes nucléaires doivent redoubler à une époque de fortes tensions.

La Suède a présenté, avec le large soutien du parlement, une demande d'adhésion à l'OTAN sans conditions. Notre position reste la même, mais comme d'autres pays nordiques, nous considérons qu'il n'y a aucune raison de déployer des armes nucléaires ou de mettre en place des bases permanentes sur le territoire suédois en temps de paix.

En tant que membre de l'OTAN, il est important de garantir la transparence et l'influence du parlement. Le gouvernement a, à ce sujet, initié des discussions avec le Président du parlement et les groupes parlementaires. Le gouvernement informera le Parlement en vue des réunions ministérielles et des sommets formels de l'OTAN et présentera un rapport annuel sur l'OTAN.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

En tant que membre de l'OTAN, la Suède continuera à œuvrer en faveur d'une coopération étroite entre l'UE et l'OTAN. Le soutien à l'Ukraine montre à quel point ces deux organisations peuvent se compléter et se renforcer mutuellement.

La Suède est déterminée à contribuer à une UE forte et unie, dotée des moyens d'agir qu'exige une époque troublée en matière de politique de sécurité.

L'élargissement de l'UE est un investissement géostratégique dans la paix, la démocratie, la sécurité, la stabilité et la prospérité. Cela va de pair avec le soutien de l'OTAN aux pays partenaires tels que la Moldavie, la Géorgie et la Bosnie-Herzégovine.

Notre soutien militaire, politique et financier à l'Ukraine constitue la principale mission de la politique étrangère de la Suède dans les années à venir. La cause de l'Ukraine est la nôtre.

Le rôle de l'OTAN dans le soutien à long terme à l'Ukraine doit être renforcé. La Suède souscrit au communiqué de Vilnius, qui affirme que l'avenir de l'Ukraine est au sein de l'OTAN.

Le régime autoritaire de la Chine combiné avec ses prétentions croissantes de puissance ainsi que l'approfondissement de sa coopération avec la Russie représentent une menace à la fois pour la sécurité régionale et l'ordre mondial fondé sur les règles.

En matière de sécurité, les régions euro-atlantique et indo-pacifique sont plus étroitement liées que jamais. La Suède se félicite donc de l'approfondissement de la coopération de l'OTAN avec des pays partenaires tels que le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

La Suède et la Finlande ont demandé simultanément leur adhésion à l'OTAN. Le fait que le processus d'adhésion de la Suède soit maintenant également achevé signifie que tous les pays riverains de la mer Baltique – à l'exception de la Russie – sont désormais membres de l'UE et de l'OTAN. Et que sept États arctiques sur huit sont aujourd'hui des pays de l'OTAN.

C'est un moment historique pour la région nordique-balte toute entière. En tant qu'alliés libres et démocratiques nous nous défendons mutuellement et renforçons ensemble notre résilience.

Nos voisins nordiques ont une expérience de la guerre. Nos voisins baltes gardent encore fraîchement en mémoire l'occupation et la répression. Ils savent qu'on ne peut pas faire de compromis avec l'obscurantisme autoritaire. Aujourd'hui nous sommes unis dans une alliance dont le but déclaré est de préserver la paix et la liberté. Nous accueillons ce nouveau chapitre dans les relations nordiques-baltes avec enthousiasme.

Alors que le modèle de politique de sécurité dans notre région du monde change, de nouvelles opportunités apparaissent pour une coopération approfondie entre voisins partageant les mêmes valeurs, parmi les pays nordiques comme dans la région de la mer Baltique. La Suède apportera sa pierre à cette évolution au cours de l'année à venir.

Nous le ferons en tant que pays président de la coopération nordique et nordique-balte en matière de politique étrangère. La Suède et la Finlande ont également proposé un dialogue sur la politique de sécurité dans le cadre de la prochaine réunion ministérielle du Conseil des États de la mer Baltique, qui inclut également nos proches partenaires l'Allemagne et la Pologne.

Une région Baltique forte, fermement ancrée dans l'OTAN et l'UE, répond aux intérêts de la Suède en matière de politique de sécurité.

Monsieur le Président / Madame la Présidente Cet été marquera les 80 ans du débarquement des forces alliées en Normandie. L'OTAN d'aujourd'hui est l'héritière de cette coalition et la principale expression du lien transatlantique.

Elle est indispensable à la sécurité suédoise et européenne, mais elle ne doit jamais être considérée comme acquise. Il est fondamental que la Suède maintienne et approfondisse ses relations avec les États-Unis. Le Canada est également un partenaire important.

L'accord DCA conclu avec les USA sur la coopération en matière de défense est une pierre angulaire de nos relations avec les États-Unis. Cet accord renforce la sécurité suédoise et la sécurité américaine. Il contribue de manière très importante à la stabilité de notre environnement immédiat.

Le fait que nos pays voisins nordiques et baltes aient des accords de coopération bilatéraux similaires avec les États-Unis est une force. Cela témoigne de notre consensus en matière de politique de sécurité, renforce la sécurité en Europe du Nord et facilite le travail de planification commune de l'OTAN.

La coopération en matière de défense de la Force expéditionnaire conjointe contribue à renforcer la sécurité dans l'environnement immédiat et témoigne de l'importance du Royaume-Uni comme partenaire. L'engagement clair de la France dans le nord de l'Europe est également crucial pour notre sécurité.

Monsieur le Président / Madame la Présidente

La Suède a fait un choix historique. Notre adhésion à l'OTAN donne une nouvelle identité à la politique étrangère et à la politique de sécurité de la Suède. La politique d'alliance solidaire de la Suède bénéficie d'un large ancrage politique et populaire et nous sommes prêts à remplir tous les engagements que nous avons pris dans le cadre du traité de l'Atlantique nord.

Ce qui nous est commun en termes de politique de sécurité peut désormais être développé ensemble : dans les pays nordiques, autour de la mer Baltique, au niveau européen et au niveau transatlantique. C'est une opportunité historique de faire évoluer harmonieusement ces différentes dimensions de la sécurité de la Suède.

Nous restons fermement unis aux côtés de nos alliés – pour la paix et la sécurité. Un pour tous, tous pour un.

Merci.